

Guillaume Faye : La guerre civile ethnique est-elle évitable ? Probablement pas



En général, Riposte Laïque ne publie que des exclusivités, je le sais. Mais certains articles exceptionnels méritent un traitement exceptionnel. C'est pourquoi nous proposons à nos lecteurs ce long article, passionnant, où l'auteur, avec ses mots, complète de manière talentueuse les analyses qui sont les nôtres.

La guerre civile ethnique, comme un serpenteau de vipère qui brise la coquille de son œuf, n'en est qu'à ses très modestes débuts. « Nous sommes en guerre », aiment à rabâcher certains politiciens et journalistes. Ils entendent par là, après les attentats de janvier et de novembre : en guerre contre Dae'ch et contre une poignée d'islamistes fanatiques. Non, c'est bien plus grave ; il s'agit, sur le territoire français, d'un affrontement ethnique qui commence entre populations extra-européennes sous la bannière de l'islam et la nation française. (1) Les "attentats" et tentatives déjouées ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La responsabilité de cette

guerre civile ethnique, dont les flammèches sont allumées, incombera à une classe politique et intello-médiatique et à un appareil d'État qui, de manière criminelle, ont laissé depuis quarante ans se déverser une immigration invasive de peuplement inassimilable. Qui sème le vent récolte la tempête.

Événements d'Ajaccio : laboratoire du futur

Événement très symbolique et défi provocateur : quelques jours après la victoire aux élections régionales des nationalistes et indépendantistes en Corse, de jeunes Maghrébins passent pour la première fois à l'action violente. Ils allument des incendies dans une "cité " aux portes d'Ajaccio et y attirent les pompiers dans un guet-apens, les agressent et en blessent gravement plusieurs. Ils les traitent de « sales Corses ! » (Les médias nationaux ont censuré ce dernier point). Le lendemain, des centaines de manifestants corses investissent la cité, criant des slogans comme « Arabi, fora ! » (Arabes, dehors), dévastent un restaurant hallal et commencent à saccager une salle de prière musulmane dont ils brûlent plusieurs Coran, en guise de représailles. Jusqu'à présent, les "autochtones" faisaient le dos rond, se calfeutraient chez eux ou démenageaient. Ce scénario action/réaction, agression/représailles, critère sociologique d'un déclencheur de guerre civile, est le premier du genre en France et il fera date.

Tout d'abord, c'est la première fois que les "jeunes" des cités de Corse tendent un guet-apens aux pompiers – symboles, comme la police, des autorités françaises détestées – pratique pourtant courante sur le continent où 1.600 pompiers (!) ont été agressés en 2015. C'est aussi la première fois en France qu'on assiste à des représailles des populations de souche exaspérées, tant par le comportement des jeunes musulmans que par le laxisme d'un État qui ne les protège pas.

Et c'est là le marqueur de toute guerre civile : quand une partie de la population, se sentant abandonnée par l'État, s'y

substitue, récusé son monopole de la force publique, se fait justice elle-même et assure sa défense, le désordre de la bellum civile est initialisé. En sociologie politique, le signal très concret du passage de l'émeute classique à la guerre civile est le fait que l'affrontement n'a plus lieu entre une population émeutière A et les forces de l'ordre, mais entre une population A et une population B, "par dessus" les forces de l'ordre. L'État est désapproprié de sa fonction de pacification.

Dans l'émission « C dans l'Air » (France 5), un des intellectuels invités se félicitait naïvement de ce qu'il n'y ait « pas de représailles, pas de ratonnades » après, disait-il, « tout ce qui s'est passé ». Il mettait ça sur le compte ("pas d'amalgame !") d'une sublime retenue, d'une haute moralité des Français. Eh, bien, ça vient de changer, et cela peut faire tache d'huile.

L'installation de la guérilla

Les attentats et attaques militaires coordonnées et planifiées (par Dae'ch ou d'autres) des djihadistes ne sont donc que la partie émergée de l'iceberg. En réalité, une fraction notable de la jeunesse arabo-africaine qui se place – ethniquement – sous la bannière de l'islam, mène des actions multiformes de guérilla, de harcèlements, qui, bien que souvent liées à une criminalité endémique, vont bien au delà.

À Valence, le 1er janvier, un certain Raouf El Ayeb, inconnu de la police, a lancé sa voiture contre des militaires gardant une mosquée – ces dernières étant pourtant peu menacées... Un des soldats a été blessé et l'agresseur touché par les tirs. Fin décembre, au Louvre, un scénario semblable s'était produit, dissimulé par les médias : un automobiliste de même origine a tenté d'écraser les militaires qui gardaient l'entrée de la Cour carrée du Louvre.

10.500 militaires (!) sont déployés en patrouilles et gardes

statiques dans le cadre de l'opération Sentinelle – avec un coût considérable – pour prévenir les attaques de qui l'on sait. Comme l' "état d'urgence", cette mobilisation est inscrite dans la durée. Jamais, dans toute l'histoire moderne de la France, on n'a vu l'armée patrouiller en permanence dans les rues. Si ce n'est pas le signe d'une guerre civile qui commence, on se demande bien ce que c'est. (2) En 2015, on a dénombré 200 agressions contre ces militaires de l'opération Sentinelle dont les auteurs sont tous de même origine. Impulsives ou calculées, ces agressions, dont les auteurs savent qu'elles resteront largement impunies, relèvent d'une volonté d'en découdre, d'amorcer une guérilla endémique.

Les voitures incendiées font partie de cette pulsion de guérilla urbaine ethnique qui vise à intimider, à apeurer la population de souche. M. Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, s'est félicité que "seulement" 804 incendies d'automobiles ont été à déplorer pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. Mais c'est uniquement à cause de la présence massive de 110.000 (!) policiers et gendarmes déployés cette nuit-là. En revanche, pour la première fois, des voitures ont été incendiées dans le sanctuaire du XVIIe nord de Paris, lieu symbolique où réside une bonne partie de l'oligarchie. Le fait a été soigneusement masqué, les carcasses calcinées promptement enlevées au petit matin, les médias priés de se taire. Les habitants du quartier, parlant sur les réseaux sociaux, ont parfaitement repéré l'origine des incendiaires...

Et puis il y a aussi l'innombrable et quotidienne litanie des exactions et agressions qui pourrissent la vie des Français, dont les auteurs sont toujours les mêmes. La corrélation entre criminalité crapuleuse et subversion islamique est partout attestée. Récemment, par exemple, à Millau, l'alimentation électrique de l'hôpital a été sabotée ; les auteurs obéissaient à la logique du "micro-terrorisme". Beaucoup d'exactions, classées dans la rubrique des faits divers, relèvent en réalité de cette guérilla de harcèlement

permanente, dont la nature profonde est ethnique. Bien entendu, pour l'idéologie dominante, une telle analyse est scandaleuse et abominable. La vérité est presque toujours scandaleuse.

Les collabos s'organisent

L'État français, par la bouche de M. Valls, a décidé de traiter les contre-manifestants corses de « racistes et xénophobes ». Ils se défendent, donc ils sont racistes, ce sont eux les agresseurs. Tous les médias officiels ont suivi. Néanmoins, Natacha Polony remarque : « On explique à l'opinion que le drame, c'est le racisme, l'islamophobie. C'est ça, l'info principale. Il ne faudrait surtout pas affronter le véritable problème, la constitution de ghettos dans lesquels des jeunes abêtis par l'inculture et l'absence de perspectives haïssent la société qui les nourrit ». (Le Figaro, 04/01/2016)

Le mouvement allemand Pegida qui proteste « contre l'islamisation de l'Occident », uniquement par des manifestations pacifiques, est traité de « xénophobe » par Le Figaro sous la plume de son correspondant à Berlin, Nicolas Barotte (2-3/01/2015). Le ver est dans le fruit. Les autres, les envahisseurs, les agresseurs, les terroristes musulmans ne sont ni racistes ni xénophobes, bien entendu... La nuit de la Saint-Sylvestre, dans la gare de Cologne, mais ailleurs aussi en Allemagne, des centaines d'individus « de type moyen-oriental et maghrébin », selon les témoins interrogés par la presse allemande citée par Le Figaro (06/01/2016), se sont livrés à des agressions en groupe, de nature à la fois crapuleuse et sexuelle, contre des cibles principalement féminines. Absente, la police n'a arrêté personne.

Éric Zemmour a été condamné le 17 décembre à 3.000 € d'amende pour « provocation à la haine envers les musulmans » pour avoir déclaré au Corriere della Sera en octobre 2014 : « cette situation de peuple dans le peuple, des musulmans dans le

peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile ». L'historien Georges Bensoussan qui a dit à peu près la même chose, affronte de graves ennuis. Les imams des mosquées salafistes qui prêchent le djihad contre les Français, les innombrables blogueurs qui en appellent aux agressions armées en France "au nom de l'islam", qui déversent des tombereaux d'injures contre les juifs et les chrétiens, ne sont jamais poursuivis ni jamais traités de "racistes" ou de "xénophobes". Situation hallucinante. L'État français, avec une subtile lâcheté, choisit le camp de la collaboration. Remarquez, ce n'est pas une nouveauté, mais plutôt une répétition.

Il est peut-être trop tard

Les rappeurs à succès, aussi nuls que vindicatifs, qui ne sont jamais poursuivis pour haine raciale (seuls les Français de souche sont supposés atteints du virus raciste), déversent des appels à la guerre civile ethnique qui sont écoutés dans toutes les banlieues en parallèle avec les appels islamiques au meurtre sur Internet. **Salif** : « Poitiers brûle et cette fois-ci, pas de Charles Martel. On vous élimine puisque c'est trop tard. La France pète, j'espère que t'as capté le concept ». **Ministère Amer** : « J'aimerais voir brûler Paname au napalm sous les flammes, façon Vietnam... J'ai envie de dégainer sur des faces de craie » (3) **Monsieur R** : « La France est une garce, n'oublie pas de la baiser jusqu'à l'épuiser, comme une salope il faut la traiter, mec ». **Booba** : « Quand j'vois la France les jambes écartées, j'lencule sans huile ». Parlant des banlieues qui boivent ces charmants propos, Alain Finkielkraut nous explique : « pour éviter la guerre civile, il revient à l'État de reconquérir ces territoires ». C'est trop tard, mon cher : car même si l'État voulait (et pouvait) les reconquérir, ce ne pourrait être qu'au prix... de la guerre civile elle-même. Assez d'angélisme. Il est trop tard.

La logique de la soumission

À Lens et dans le Sud-Est de la France – mais aussi chez nos voisins belges – des messes de Noël ont été protégées par ce qu'il faut bien appeler des milices musulmanes. Comme si la police et l'armée française n'étaient pas suffisantes. Ce fait est extrêmement grave et humiliant. Il s'agit, bien entendu d'une ruse islamique (takiya) d'envahisseur : on vous protège à condition que vous vous soumettiez. Robert Ménard, maire de Béziers, a révélé que certains de ces "protecteurs" étaient en fait des islamistes radicaux repérés. C'est le retour de la "dhimmitude" médiévale. Protection moyennant soumission des juifs et chrétiens. Ils cherchent à nous inspirer une « reconnaissance vassale », selon l'expression de G-W. Goldnadel. Les médias abrutis s'extasient : qu'ils sont gentils, ces musulmans, de nous protéger contre leurs coreligionnaires extrémistes ! M. Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, a félicité les milices musulmanes ! Imaginons des groupes d'autodéfense catholiques : ils seraient promptement matraqués et incarcérés, pire que les "veilleurs" proche de la Manif pour tous...

Conclusion réaliste

Mais l'avenir n'est inscrit nulle part. La probabilité d'une guerre civile ethnique en France – et chez nos voisins, je pense notamment à la Belgique – augmente au fil des ans. Si elle a lieu, elle redistribuera les cartes, toutes les cartes. De manière inimaginable. Et la "révolution de l'économie numérique" passera au second plan. On évoque souvent le risque d'une nouvelle crise économique internationale liée à un système financier mondialisé qui dérape de nouveau, notamment par les mécanismes d'endettement privés et souverains. Fort bien, mais ce ne serait qu'un petit orage face au cyclone – aux répercussions mondiales – qui se prépare si la France et une partie de l'Europe de l'Ouest s'embrasent dans la guerre civile.

Guillaume Faye

1. Les agresseurs se prétendant évidemment victimes et agressés.
2. D'ailleurs, il n'y a pas de patrouilles dans les banlieues, en général zones de non-droit, évacuées par l'État...
3. Autrement dit : " j'aimerais descendre des Blancs à l'arme à feu". Ces paroles ont été chantées avant les attentats de 2015, où les souhaits du rappeur ont été exaucés.